

Compte rendu du déjeuner autour de Jens Althoff

16 février 2018

Le 16 février les membres du Cercle Europe et Economie Sociale ont eu le plaisir de rencontrer Jens Althoff, Directeur de la Fondation Heinrich Boll Stiftung, pour échanger sur le nouveau contrat de coalition allemand signé le 8 février entre la CDU-CSU et le SPD, l'impact sur l'Europe et les relations du couple franco-allemand.

Les travaux de la FONDATION HEINRICH BÖLL

Le système démocratique allemand considère que pour que les citoyens se mobilisent en politique il est nécessaire de leur proposer une approche pluraliste des différentes politiques. C'est en suivant cette logique, que l'Etat allemand autorise chaque mouvement politique à avoir une fondation. Financées par l'Etat, ces fondations permettent de soutenir les réflexions politiques des groupes. Elles doivent cependant garder une certaine indépendance et ne peuvent donc pas s'engager dans les campagnes électorales.

La Fondation Heinrich Böll est une fondation politique allemande affiliée au parti des Verts, elle dispose de 30 bureaux dans le monde, dont un à Paris qui s'est fixé pour objectif de renforcer les relations franco-allemandes pour promouvoir le projet européen.

2018, Une année clé pour le couple franco-allemand

L'année 2018 est forte en symboliques et est cruciale pour l'agenda européen.

Après plusieurs années de crises successives, 2018 apparaît comme une année de refondation et de renouveau. 100 ans après la fin de la première guerre mondiale, les Institutions européennes ainsi que les Etats ont inscrit à l'agenda de leurs travaux la relance de l'Union européenne.

Pour Jens Althoff, 2018 offre une opportunité unique pour l'UE d'agir puisque 2019 sera consacrée aux élections du Parlement et à l'établissement d'une nouvelle Commission, 2020 aux élections municipales françaises, et 2021 les nouvelles élections allemandes.

Conscient que 2018 est une année pivot, l'Allemagne regarde depuis 2017 avec grande attention les travaux européens de la France ainsi que les élections présidentielles. Selon Jens Althoff, c'est avec soulagement qu'ils ont vu l'élection d'Emmanuel Macron, puisque ce dernier place le projet européen au cœur de son programme. Ils ont également été sensibles de voir que deux Ministres, ayant des rôles clés, parlent allemand : Edouard Philippe et Bruno Le Maire.

Une nouvelle dynamique politique en Allemagne

Jens Althoff explique les derniers mois de blocage allemand du fait du mode d'élection allemand.

Avec un scrutin à la proportionnelle et la présence de 7 partis politiques, il était prévisible qu'une nouvelle coalition devait voir le jour à l'issue des élections. La difficulté était de trouver un consensus entre des partis n'ayant pas les mêmes idées politiques. Maintenant qu'un nouveau contrat de coalition a été trouvé entre la droite et la gauche, les adhérents du SPD doivent désormais le valider le 14 mars, ce qui permettra à Angela Merkel de former son gouvernement.

Du côté des socialistes, la campagne a démontré que Martin Schulz était inexpérimenté en matière de politique nationale et donc parfois maladroit. S'il est expert sur les questions européennes et régionales, sa campagne au poste de Chancelier a mis en avant son inexpérience sur le terrain de la communication et de la négociation politique. Suite à son retrait du SPD il pourrait être remplacé par le Maire d'Hambourg ou Andrea Nahles, 47 ans, cheffe du groupe parlementaire du SPD, deux figures montantes.

Pour les conservateurs, leur affaiblissement est de plus en plus visible. Pour la première fois, ils organisent en avril un congrès extraordinaire d'adoption du nouveau contrat de coalition.

Jens Althoff, note que ces élections ont soulevé une crise profonde de confiance des Allemands vis-à-vis de leur système politique.

Néanmoins, le tableau n'est pas entièrement noir, puisque le départ de l'ancienne génération de politiques (Sigmar Gabriel, Martin Schulz ...) permet l'apparition de nouveaux visages, et que malgré la remise en question d'Angela Merkel, cette dernière reste le seul leader du pays, sans grand concurrent pour s'y opposer.

Zoom sur les aspects sociaux du nouveau contrat de coalition

Le premier chapitre du Contrat est consacré à l'Europe et soutient l'idée d'en terminer avec l'austérité. Il fait directement écho aux propositions d'Emmanuel Macron sur le futur de l'UE sans pour autant valider toutes les propositions du Président français. Or, ces propositions ont été inscrites sous l'impulsion de Martin Schulz, son départ pourrait impliquer des changements de visions.

Au niveau des questions sociales, les actions proposées couvrent les activités suivantes :

- Un renforcement de l'allocation enfance : l'objectif est d'investir dans les crèches et les écoles maternelles. En Allemagne, l'appréhension de l'équilibre vie-privée et vie-professionnelle est encore difficile. Beaucoup de parents ont encore du mal avec l'idée de laisser son enfant à une structure d'encadrement publique.
- Création d'un système de congé paternité ;
- Un meilleur encadrement des CDD ;
- Un rétablissement de la parité entre citoyens ;
- Une stabilisation de la retraite à 48% du dernier salaire perçu, avec un âge de départ fixé à 67 ans ;
- La fixation d'aides sociales pour les plus pauvres ;
- Le soutien à l'achat immobilier

Q&A

Quelles suites après le programme social de Gerhard Schröder ? Pour Jens Althoff, si le programme social de la coalition semble limité de l'extérieur, il doit être remis en perspective dans le contexte économique. L'Allemagne a une économie pérenne avec un faible taux de chômage. Selon lui, l'heure n'est donc pas à la révision de la politique sociale Allemande. En outre, un grand chantier de réforme avait été entrepris sous Gerhard Schröder afin de diminuer les inégalités. Les effets de ce chantier se font encore ressentir en Allemagne.

Allemagne et relation avec les pays de l'Est : Jens Althoff a rappelé que la Pologne est un pays stratégique pour l'Allemagne qui s'efforce de pousser ce partenaire auprès de l'Europe de l'Ouest et de la France plus particulièrement.

Brexit : le Brexit n'a pas enclenché de mouvements pour la sortie de l'Allemagne de l'UE. Cela s'explique pour deux raisons. D'une part, les Allemands sont sensibilisés aux questions internationales et avec la montée du terrorisme, du Brexit et de Trump, ils voient en l'UE un territoire qui fédère et qui peut protéger la population.

D'autre part, beaucoup de secteurs industriels allemands dépendent de l'UE, il n'est donc pas de leur intérêt de sortir de l'UE. De plus, ces secteurs sont actuellement très mobilisés afin de ne pas perdre de partenariat économique avec le Royaume-Uni. Selon Jens Althoff, Angela Merkel négociera un Brexit qui permettra de préserver l'industrie et les grandes entreprises allemandes, qui sont au cœur de son projet politique.

La politique étrangère des Allemands :

En ce qui concerne une place de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Allemagne semble avoir abandonné l'idée d'en obtenir une un jour. Mais avec le départ du Royaume-Uni la France sera la seule à avoir un siège. Pour Jens Althoff, un engagement européen serait symbolique si la France proposait de transformer sa place en un siège européen.

L'ESS en Allemagne : l'Allemagne garde encore une vision continentale de l'ESS avec une approche très régionale, c'est pour cela qu'elle est méfiante vis-à-vis des projets que l'UE pourrait lancer dans le domaine.
